

## RÈGLEMENT SANITAIRE INTERNATIONAL — INTERNATIONAL SANITARY REGULATIONS

### ARRANGEMENTS ADMINISTRATIFS POUR LE CONTRÔLE SANITAIRE DES COMMUNICATIONS MARITIMES, AÉRIENNES ET TERRESTRES<sup>1</sup> (amendés le 5 mai 1964)

En vigueur dans les territoires de la Belgique, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni

#### 1. Introduction

Les Arrangements administratifs pour le contrôle sanitaire des communications maritimes et aériennes, initialement conclus sous l'égide de l'Organisation du Traité de Bruxelles, ont pris effet le 1<sup>er</sup> février 1950. Au 1<sup>er</sup> janvier 1957 ils étaient appliqués en Belgique, France, République fédérale d'Allemagne, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni. Le 16 novembre 1959, après le transfert au Conseil de l'Europe de certaines fonctions de l'Union de l'Europe Occidentale, les Arrangements sont restés en vigueur dans le cadre d'un « Accord Partiel » au sein du Conseil de l'Europe. Le 1<sup>er</sup> février 1962, les Arrangements ont été étendus à la Grèce.

#### 2. Objectifs

Les Arrangements, conclus aux termes de l'article 104 du Règlement sanitaire international, ont pour objet de créer une zone unique pour le contrôle sanitaire des communications internationales en Europe, de faciliter le contrôle sanitaire, de rendre plus efficaces les mesures destinées à empêcher l'introduction de maladies et d'épargner aux voyageurs de cette zone les formalités sanitaires et les retards superflus.

#### 3. Conditions d'adhésion aux Arrangements

Comme il importe de maintenir les mêmes normes de contrôle sanitaire dans tous les pays parties aux Arrangements, le Comité de Santé Publique (Accord Partiel), qui administre ces accords, a spécifié que tout Etat désirant adhérer aux Arrangements devrait fournir au Comité des informations sur les points suivants:

- i) l'organisation de services épidémiologiques à même d'identifier dans les délais les plus rapides, dans toute partie du pays, l'apparition d'un ou plusieurs cas de maladies quaranténaires et d'en informer les autres pays parties aux Arrangements;
- ii) l'organisation de services sanitaires couvrant l'ensemble du territoire national et susceptibles de prévenir l'écllosion de toute épidémie et de limiter la propagation des maladies quaranténaires;
- iii) l'organisation, dans les ports et aéroports, de services sanitaires à même de prendre, lorsque la nécessité s'en fait sentir, toutes mesures de contrôle efficaces;
- iv) l'existence de tout engagement d'ordre sanitaire, qui lierait le pays souhaitant adhérer aux Arrangements administratifs sur le plan national ou international et qui serait incompatible avec les termes des Arrangements ou du Règlement sanitaire international.

4. Les demandes d'adhésion sont examinées, en présence des représentants du pays intéressé, lors d'une séance du Comité de Santé Publique (A.P.) à laquelle participent les délégations de tous les Etats parties aux Arrangements administratifs. La décision du Comité de Santé Publique (A.P.) est soumise à l'approbation du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. L'adhésion prend effet un mois après la réception par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe des renseignements mentionnés au paragraphe 7 des Arrangements.

<sup>1</sup> Adoptés en 1956 sous les auspices de l'Union de l'Europe occidentale.

### ADMINISTRATIVE ARRANGEMENTS FOR THE HEALTH CONTROL OF SEA, AIR AND LAND TRAFFIC<sup>1</sup> (as amended on 5 May 1964)

In force in the territories of Belgium, France, Greece, Ireland, Italy, Luxembourg, the Netherlands, the Federal Republic of Germany and the United Kingdom

#### 1. Introduction

Administrative Arrangements for the health control of sea and air traffic were originally concluded under the aegis of the Brussels Treaty Organisation and came into effect on 1 February 1950. By 1 January 1957, they were effective in Belgium, France, the Federal Republic of Germany, Ireland, Italy, Luxembourg, the Netherlands and the United Kingdom. On 16 November 1959, on the transfer to the Council of Europe of certain functions of Western European Union, the Arrangements continued in force within the framework of a partial agreement within the Council of Europe. On 1 February 1962, the Arrangements were extended to include Greece.

#### 2. Aims and Objects

The aims and objects of the Arrangements, made under Article 104 of the International Sanitary Regulations, were to create a single area for the health control of international traffic in Europe, to facilitate health control, to make more effective the measures to prevent the importation of disease and to spare travellers within the area unnecessary health formalities and delay.

#### 3. Conditions of Adherence to the Arrangements

In view of the importance of ensuring similar standards of health control in all countries adhering to the Arrangements, the Public Health Committee (Partial Agreement), which administers the Arrangements, has specified that any State wishing to accede to the Arrangements shall furnish the Committee with information concerning the following matters:

- (i) the organisation of epidemiological services capable of identifying, in the shortest possible time, the appearance, in any part of the country, of one or more cases of quarantinable diseases and of notifying them to the other countries parties to the Arrangements;
- (ii) the organisation of health services, covering the whole of the national territory, capable of forestalling the outbreak of any epidemic and of preventing quarantinable diseases from spreading;
- (iii) the organisation of health services at ports and airports capable of taking, should the need arise, all effective measures of control;
- (iv) the existence of any commitment of a sanitary nature, binding the country wishing to accede to the Administrative Arrangements, at national or international level, conflicting with the terms of the said Arrangements or of the International Sanitary Regulations.

4. Applications for accession are considered in the presence of representatives of the country concerned at a sitting of the Public Health Committee (P.A.) attended by delegations of all States parties to the Administrative Arrangements. The decision of the Public Health Committee (P.A.) is subject to the approval of the Committee of Ministers of the Council of Europe. Accession takes effect one month after the receipt by the Secretary-General of the Council of Europe of the information referred to in paragraph 7 of the Arrangements.

<sup>1</sup> Adopted in 1956 under the auspices of Western European Union.

### 5. Zone visée par les Arrangements

En ce qui concerne les communications maritimes, les Arrangements s'appliquent exclusivement aux navires desservant les ports de la Belgique, de la France métropolitaine, de la République fédérale d'Allemagne, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie, des Pays-Bas et le Royaume-Uni (Angleterre, Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord, îles Anglo-normandes et l'île de Man); ces ports sont dénommés *ports sanitaires francs*.

6. En ce qui concerne le trafic aérien et terrestre, les Arrangements s'appliquent à la Belgique, la France métropolitaine, la République fédérale d'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (Angleterre, Pays de Galles, Ecosse, Irlande du Nord, îles Anglo-normandes et l'île de Man); l'ensemble de ces territoires est dénommé la *zone sanitaire franche*. Aux fins d'application de ces Arrangements, la Manche, la mer du Nord, la mer d'Irlande et le canal St-Georges sont considérés comme des frontières terrestres intérieures (voir le paragraphe 21).

### 7. Tenue à jour d'une liste des adresses des services officiels et des adresses des ports et des aéroports

Chacun des pays parties aux Arrangements enverra aux autres les renseignements ci-après:

- i) l'adresse officielle, le numéro de téléphone et le numéro de télex du service auquel doivent être adressés ou demandés les renseignements épidémiologiques;
- ii) une liste de ses principaux ports et aéroports donnant les numéros de téléphone, adresses et adresses télégraphiques des chefs des services sanitaires responsables, ainsi que, le cas échéant, le numéro de télex et le code de réponse. Cette liste devra porter tous les renseignements sanitaires spéciaux relatifs à chaque port ou aéroport (par exemple, s'il s'agit d'un port de mer désigné pour délivrer des certificats internationaux de dératisation, etc. ou d'un aéroport sanitaire aux termes du Règlement sanitaire international).

8. Ces renseignements seront publiés dans un annuaire des ports et aéroports, fourni sur demande par la Section Sociale (Accord Partiel) du Conseil de l'Europe, Strasbourg, France.

### 9. Modalités d'application

#### *Echanges de renseignements*

Chacun des pays parties aux Arrangements enverra aux autres, dans les vingt-quatre heures, les renseignements ci-après:

- i) les détails de toute maladie visée par les règlements sanitaires internationaux ou de tout incident épidémiologique que les autres pays auraient intérêt à connaître, accompagnés de toutes les informations nécessaires sur l'origine et l'évolution des cas signalés et les mesures prises pour les contrôler;
- ii) le nom de toute personne ayant eu des contacts avec des sujets atteints d'une *maladie quarantenaire* aux termes du Règlement sanitaire international, qui quitte son territoire pour se rendre dans l'un quelconque des autres pays.

### 10. Mesures générales de contrôle sanitaire

Des certificats internationaux de vaccination contre la variole sont exigés de tous les voyageurs lors de leur première arrivée dans un pays partie aux Arrangements administratifs, s'ils viennent d'une circonscription infectée ou de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, à l'exception du Canada et des Etats-Unis d'Amérique. De légères dérogations à cette règle générale sont autorisées.

### 11. Contrôle sanitaire des ports de mer

La déclaration maritime de santé n'est exigée d'aucun navire desservant uniquement les *ports sanitaires francs* et ne faisant escale dans aucun autre port au cours de son voyage (y compris Gibraltar). Si aucune maladie contagieuse ou cas suspect n'existe à bord ou ne s'est manifesté au cours du voyage, il n'est pas nécessaire que ces navires demandent par radio la libre pratique.

### 5. Area covered by the Arrangements

For sea traffic the Arrangements apply to ships trading solely between ports in Belgium, the European coasts of France, the Federal Republic of Germany, Greece, Ireland, Italy, the Netherlands and the United Kingdom (England, Wales, Scotland, Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man); these ports are termed *excepted ports*.

6. For air and surface traffic the Arrangements apply to Belgium, France in Europe, the Federal Republic of Germany, Greece, Ireland, Italy, Luxembourg, the Netherlands and the United Kingdom (England, Wales, Scotland, Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man); those territories are described collectively as *the excepted area*. For the purpose of these Arrangements the English Channel, the North Sea, the Irish Sea and St George's Channel are regarded as internal land frontiers (see paragraph 21).

### 7. Maintenance of List of Official Addresses and Addresses of Seaports and Airports

Each of the countries party to the Arrangements shall send the following information to the other countries:

- (i) the official address, telephone number and Telex number to which epidemiological information shall be sent and to which any enquiries should be made;
- (ii) a list of its main seaports and airports specifying the telephone numbers, postal addresses, telegraphic and teleprinter addresses of the medical officers in charge, telex number and answer-back code, if any. The list should indicate any special sanitary information in relation to each seaport or airport (e.g. whether it is a seaport designated to issue international deratting certificates, etc., or a sanitary airport under the International Sanitary Regulations).

8. This information will be published in a handbook of sea and airports obtainable from the Social Section (Partial Agreement) Council of Europe, Strasbourg, France.

### 9. Method of Application

#### *Exchange of information*

Each of the countries party to the Arrangements shall send the following information within 24 hours to the other countries:

- (i) particulars of all diseases covered by international health regulations, or any epidemiological incident which would be of interest to the other countries with any necessary information on the origin and progress of outbreaks and the steps taken to deal with them;
- (ii) the names of contacts of any *quarantinable disease* under the International Sanitary Regulations who go from its territory to any of the other countries.

### 10. General Measures of Health Control

International certificates of vaccination against smallpox are required of all travellers on their first arrival in a country party to the Administrative Arrangements from an infected local area or from countries in Africa, Asia and America except Canada and the United States of America. Minor departures from this standard agreed requirement are permitted.

### 11. Seaport Health Control

The Maritime Declaration of Health is not required from any ship trading solely between the *excepted ports* and not calling at any other port (including Gibraltar) during its voyage. If no case or suspected case of infectious disease is present or has occurred on board during the voyage there is no need for such ships to ask for free pratique by radio.

12. Toutefois, les conditions ci-après s'appliquent obligatoirement à tous les navires:

- a) à l'approche du port, les navires doivent arborer les pavillons internationaux ou signaux lumineux appropriés pour indiquer l'état sanitaire à bord;
- b) si aucune maladie contagieuse ou cas suspect n'existe à bord ou ne s'est manifesté au cours du voyage, le navire peut immédiatement accoster, compte tenu des exigences des autorités du port ou des douanes;
- c) une fois la libre pratique accordée (ce qui est fait souvent avant ou dès l'amarrage), les services sanitaires portuaires ne s'opposent pas à la montée à bord des agents et autres personnes autorisées, au débarquement des passagers et au déchargement du fret;
- d) pendant l'escale, les fonctionnaires autorisés des services sanitaires portuaires peuvent, à tout moment, monter à bord et procéder à l'inspection du navire et, si une *maladie quarantenaire* est découverte, peuvent prendre les mesures nécessaires prévues par la réglementation en vigueur;
- e) le commandant du navire doit, à la demande des services sanitaires portuaires, fournir tous renseignements et déclarer tous cas de maladie présumée contagieuse.

13. Chaque pays de la *zone sanitaire franche* peut assujettir un navire arrivant de l'extérieur de la zone à toutes mesures de contrôle sanitaire prévues par la réglementation en vigueur.

14. Les formalités de délivrance des certificats internationaux de dératisation et des certificats d'exemption de dératisation aux ports désignés et approuvés sont inchangées.

#### 15. *Contrôle sanitaire aérien*

Un aéronef, qui part d'un lieu quelconque à l'intérieur de la *zone sanitaire franche* et ne fait escale nulle part hors de cette zone au cours du trajet, n'est pas soumis au contrôle sanitaire à l'arrivée en un autre lieu de la *zone sanitaire franche*, sauf dans des circonstances exceptionnelles, par exemple, lorsque le foyer infectieux dans la région de provenance est étendu ou qu'il existe, dans cette région, plusieurs circonscriptions infectées.

16. Chaque pays de cette zone peut assujettir un aéronef, arrivant de l'extérieur de cette zone, à toutes mesures de contrôle sanitaire prévues par la réglementation en vigueur.

17. Les passagers d'un aéronef qui a fait escale à un aéroport dans une zone où une maladie quarantenaire est endémique, ainsi que les passagers débarquant, dans la *zone sanitaire franche*, en provenance d'une zone où la variole est endémique ou d'une circonscription infectée par la variole et située hors de la *zone sanitaire franche* sont répartis, aux fins des présents Arrangements, dans les trois catégories suivantes:

- a) passagers qui débarquent de l'aéronef;
- b) passagers qui changent d'avion ou de numéro de vol pour une destination dans la *zone sanitaire franche*;
- c) passagers qui continuent leur voyage, par un autre moyen de transport, vers une destination dans la *zone sanitaire franche* ou à travers celle-ci.

18. 1. Les mesures suivantes seront appliquées aux passagers de la catégorie a):

- (i) ils seront soumis à un examen médical en cas de maladie ou de suspicion de maladie;
- (ii) ils seront tenus de produire un certificat international valable de vaccination contre la variole. Les passagers qui ne seront pas en possession d'un certificat valable seront invités à se faire vacciner et pourront être soumis à la surveillance ou à l'isolement;
- (iii) il leur sera délivré une carte jaune d'avertissement du type de celle qui figure en annexe à ce manuel.

12. The following requirements, however, apply to all ships:

- (a) the ship must show the appropriate international flags or signal lights to indicate the state of health on board on approaching the port;
- (b) if no case or suspected case of infectious disease is present or has occurred on board during the voyage, the ship may proceed immediately to her berth—subject to the requirements of the Harbour or Customs Authorities;
- (c) immediately free pratique is granted (frequently this is done before or as soon as the ship ties up), the normal boarding by agents and other authorised persons, the disembarkation of passengers and the unloading of cargo may, so far as the Port Health Authority is concerned, proceed;
- (d) during the stay of the ship in the port, authorised officers of the Port Health Authority may board and inspect the vessel at any time and, if *quarantinable disease* is discovered, may take any necessary action under any regulations in force;
- (e) the Master must provide any information on the request of the Port Health Authority and notify the occurrence of any sickness suspected to be of an infectious nature.

13. Each country in the *excepted area* may apply to a ship arriving from outside that area, any measures of health control authorised by the regulations in force.

14. The procedure for the issue of international Deratting Certificates and Deratting Exemption Certificates at designated and approved ports is unaltered.

#### 15. *Airport Health Control*

An aircraft which begins its flight at any place within the *excepted area*, and does not call during its voyage at any place outside that area, is not subjected to health control on its arrival at any other place within the *excepted area*, save in exceptional circumstances, as, for example, when the infection in the local area is extensive or there are several infected areas in the region of the country it has left.

16. Each country in that area may apply to an aircraft arriving from outside that area any measures of health control authorised by the regulations in force.

17. Passengers on an aircraft which has called at an airport in an area where quarantinable disease is endemic and passengers alighting in the *excepted area* from an area where smallpox is endemic or from a smallpox infected local area outside the *excepted area* are, for the purposes of these Arrangements, placed in the following categories:

- (a) disembarking passengers;
- (b) passengers changing planes or flights for destinations in the *excepted area*;
- (c) passengers changing from air to another means of transport for destinations in or to pass through the *excepted area*.

18. (1) The following measures apply to passengers in category (a):

- (i) medical examination in case of illness or suspected illness;
- (ii) the production of a valid international certificate of vaccination against smallpox. Passengers not in possession of a valid certificate should be offered vaccination and may be placed under surveillance or in isolation;
- (iii) the issue of a yellow warning card of the type shown in the appendix to this Handbook.

2. Les mesures suivantes seront appliquées aux passagers de la catégorie *b*):

ils seront soumis au contrôle sanitaire prévu sous (i), et (iii) du paragraphe 18. 1., qui aura lieu à la première escale à l'intérieur de la zone sanitaire franche où s'effectuera ce changement d'aéronef ou de numéro de vol; en outre, les passagers qui ne seront pas en possession d'un certificat international valable de vaccination seront invités à se faire vacciner et leur nom et adresse dans le pays de destination dans la zone sanitaire franche seront transmis aux autorités sanitaires des aéroports intéressés par l'autorité sanitaire de l'aéroport où ce changement se sera effectué.

3. Les mesures suivantes seront appliquées aux passagers de la catégorie *c*):

ils seront soumis au contrôle sanitaire prévu au paragraphe 18. 2., mais leurs adresses de destination ne seront transmises que si les circonstances et notamment la durée de leur voyage le justifient.

19. Les renseignements sur les passagers seront transmis, par téléscripteur ou télex, par le service de contrôle sanitaire de l'aéroport de transit, au service correspondant de l'aéroport de destination de chaque passager. A défaut de téléscripteur, les services intéressés auront recours au moyen de transmission le plus rapide à leur disposition ou, au besoin, confieront le message au commandant de l'aéronef dans lequel le passager poursuit son voyage.

20. Les présentes dispositions n'affectent en rien celles énoncées aux articles 84 à 86 du Règlement sanitaire international.

#### 21. Contrôle sanitaire des frontières terrestres

##### *Définition des frontières terrestres*

Il faut entendre par frontière terrestre la limite territoriale entre deux Etats à travers laquelle passe un trafic routier, ferroviaire ou de navigation intérieure. Par frontière intérieure, il faut entendre toute frontière commune à deux Etats parties aux Arrangements administratifs (la Manche, la mer du Nord, la mer d'Irlande et le canal St-Georges doivent être considérés comme des frontières terrestres intérieures). Par frontière extérieure, il faut entendre toute frontière entre l'un de ces Etats et un Etat non partie aux Arrangements administratifs.

#### 22. Frontières intérieures

Sauf dans des circonstances exceptionnelles, par exemple, lorsque l'infection dans la circonscription est étendue ou qu'il existe plusieurs circonscriptions infectées, aucun autre contrôle sanitaire ne sera effectué aux frontières terrestres intérieures, à condition que les autorités sanitaires du pays où une circonscription est devenue une circonscription infectée appliquent, à cet égard, au moins les dispositions suivantes:

- a) procèdent à l'identification des cas, l'isolement des personnes atteintes et à l'établissement d'un diagnostic rapide;
- b) procèdent également:
  - i) au dépistage des contacts,
  - ii) à l'isolement ou à la mise sous surveillance des contacts,
  - iii) à la vaccination des contacts si nécessaire;
- c) fournissent à la population de la circonscription infectée les moyens de se faire vacciner ou revacciner;
- d) envisagent, si besoin, d'appliquer des mesures de contrôle spéciales aux personnes en provenance ou à destination de la circonscription infectée;
- e) l'administration sanitaire centrale du pays à l'intérieur duquel une circonscription est devenue une circonscription infectée informera par télégramme ou télex, et au plus tard dans les vingt-quatre heures, les autres Etats parties aux Arrangements administratifs de l'existence de la maladie suspecte. L'existence de la maladie sera confirmée ou infirmée, aussitôt que possible, par examens de laboratoire, et les résultats communiqués immédiatement par télégramme ou télex aux autres Etats.

En cours d'épidémie, les notifications et les renseignements prescrits par les dispositions de l'alinéa précédent seront complétés par des communications adressées à intervalles réguliers. Ces communications seront aussi fréquentes et détaillées que possible.

(2) The following measures apply to passengers in category *(b)*:

Health control as in (i) and (iii) of paragraph 18 (1) which shall be effected at the first landing inside the *excepted area* at which the change takes place and in addition passengers not in possession of a valid international certificate of vaccination should be offered vaccination and their names and destination addresses in the *excepted area* should be notified to the airport authorities of the airports concerned by the health authority of the airport at which the change takes place.

(3) The following measures apply to passengers in category *(c)*:

Health control as in paragraph 18 (2) but the destination addresses shall be notified only if the circumstances, and particularly the length, of the journey warrant it.

19. The information concerning passengers shall be transmitted by teleprinter or Telex by the health control service of the airport of call to the corresponding service at the passenger's airport of destination. In the absence of teleprinter facilities the departments concerned shall use the quickest means of transmission available or if necessary give the message to the commander of the aircraft on which the passenger continues his journey.

20. Articles 84—86 of the International Sanitary Regulations remain unaffected.

#### 21. Land Frontier Health Control

##### *Definition of Land Frontier*

By land frontier is meant the territorial boundary between two states across which road or rail or inland waterway traffic passes. An internal frontier is any frontier common to two states party to the Administrative Arrangements. (The English Channel, the North Sea, the Irish Sea, and St George's Channel are to be regarded as internal land frontiers). An external frontier is any frontier between one such State and another State which is not party to the Administrative Arrangements.

#### 22. Internal Frontier

Save in exceptional circumstances, as, for example, when the infection in the local area is extensive or there are several infected areas, no other health control shall be carried out at internal land frontiers provided that the health authorities of the country in which a local area has become an infected local area shall take as a minimum the following measures:

- (a) identify the cases, isolate infected persons and establish a rapid diagnosis;
  - (b) proceed to
    - (i) trace all contacts,
    - (ii) isolate them or place them under surveillance,
    - (iii) vaccinate them when necessary;
  - (c) provide facilities to vaccinate or revaccinate the inhabitants of the infected local area;
  - (d) consider where necessary special measures of control of persons leaving and entering the infected local area;
  - (e) the central health administration of the country in which a local area has become an infected local area shall notify by telegram or Telex, at latest within twenty-four hours, the other States parties to the Administrative Arrangements of the existence of suspected disease. The existence of the disease shall be confirmed or otherwise as soon as possible by laboratory methods, and the result shall be sent immediately by telegram or Telex to the other States.
- During an epidemic, the notifications and information required under the terms of the preceding paragraph shall be followed by communications sent at regular intervals. These communications shall be as frequent and detailed as possible.

23. Dans les cas où une circonscription, devenue infectée, se situe à proximité d'une frontière intérieure, les mesures prévues par les paragraphes ci-dessus s'appliqueront et, en outre, les autorités sanitaires compétentes pour les zones limitrophes de part et d'autre de la frontière se mettront en rapport, en vue de la coordination des mesures à prendre.

24. *Frontières extérieures*

Le contrôle sanitaire aux frontières extérieures est de la compétence du pays, partie aux Arrangements administratifs, qui assure normalement le contrôle de cette frontière. Sous réserve de l'application des dispositions du paragraphe 25 des Arrangements administratifs, ce contrôle sera valable pour l'ensemble de la zone sanitaire franche créée par lesdits Arrangements, pour autant que les voyageurs venant de circonscriptions infectées situées en dehors de cette zone aient fait l'objet d'un contrôle portant sur les certificats de vaccination ou de mesures conformes au Règlement sanitaire international.

Les autorités sanitaires compétentes du pays en question informont les autres Etats parties aux Arrangements administratifs, des mesures prises.

Si l'arrivée, par des frontières extérieures, de personnes en provenance d'une circonscription infectée située en dehors de la zone sanitaire franche, intéresse plus d'un pays de cette zone, les autorités sanitaires compétentes de ces pays prendront contact entre elles pour coordonner et uniformiser les mesures à prendre.

25. *Suspension provisoire des mesures de contrôle sanitaire maritime, aérien et terrestre*

Dans des circonstances exceptionnelles, par exemple si un port ou un aéroport, dans l'un des pays cités est déclaré contaminé par une des maladies quaranténaires ou si un cas de maladie contagieuse grave existe à bord d'un navire ou d'un aéronef, les mesures ci-dessus, à l'exception de celles qui sont prévues au paragraphe 7, peuvent être totalement ou partiellement suspendues par notification émanant de l'Administration sanitaire.

26. Les dispositions des paragraphes 3 à 24 pourront être amendées par décision unanime des représentants des Etats parties aux Arrangements administratifs, approuvée par le Comité de Santé Publique (Accord Partiel) et par le Comité des Ministres.

23. When a local area, which has become an infected area, is situated near an internal frontier the measures set out in paragraphs above shall apply and, in addition, the health authorities for the areas on either side of the frontier shall make contact with one another with a view to concerted action.

24. *External Frontiers*

The health control of external frontiers is the responsibility of the country which, being a party to the Administrative Arrangements, is in control of the frontier in question. Subject to the application of paragraph 25 of the Administrative Arrangements, this control shall be valid for the whole of the *excepted area* created by the Arrangements, as persons coming from infected local areas outside that Area have had their vaccination certificates checked or have been subjected to the measures provided for in the International Sanitary Regulations.

The health authorities in the country concerned shall inform the other States which are parties to the Administrative Arrangements of the steps they have taken.

Should more than one country in the *excepted area* be affected by the arrival across external frontiers of persons from an infected local area outside the *excepted area*, the health authorities in those countries shall make contact with one another to concert the necessary action.

25. *Temporary Suspension of these Seaport, Airport and Land Health Control Arrangements*

In exceptional circumstances — e.g., if a port or an airport in one of the countries named is declared infected with one of the *quarantinable diseases*, or if a case of serious infectious disease is present on a ship or an aircraft — the above arrangements, except those in paragraph 7 may be wholly or partially suspended by notice issued by the health administration.

26. The provisions of paragraphs 3—24 may be amended by unanimous decision of representatives of States parties to the Administrative Arrangements, endorsed by the Public Health Committee (Partial Agreement) and approved by the Committee of Ministers.

Prix du *Relevé épidémiologique hebdomadaire*

Par numéro . . . . . Fr. s. 1.—  
Abonnement annuel . . . Fr. s. 45.—

Price of the *Weekly Epidemiological Record*

\$0.30 1/9 . . . . Per single copy  
\$14.00 £3.15.0 . . . . Annual subscription